

Le budget—M. Turner (Vancouver Quadra)

rien gagné de cette Entente. C'est pour cela, pas pour des raisons philosophiques, en analysant cette Entente avec les États-Unis, que nous y sommes complètement opposés.

[Traduction]

Ce n'est pas un accord de libre-échange, c'est un acte de vente du Canada. J'exhorte les députés de tous les partis à le lire. Quand j'ai écouté le discours du premier ministre, je me suis demandé s'il l'avait lu. Chaque disposition, chaque article y parle des forces du marché libre. Nous sommes en faveur du marché libre. Nous croyons dans la concurrence. Nous croyons dans l'entreprise. Nous croyons qu'il faut récompenser le succès. Je tiens cependant à rappeler aux députés que notre pays n'a pas été bâti seulement par les forces du marché libre. Depuis la confédération, nous avons délibérément résisté aux forces continentales qui s'exercent dans le sens nord-sud pour construire un pays dans l'axe est-ouest.

Nous avons fait entrer la Colombie-Britannique dans la Confédération en construisant un chemin de fer. Nous nous sommes donné une compagnie aérienne, un réseau radiophonique, une route nationale et un oléoduc parce que nous voulions résister aux forces du marché et rester Canadiens. Les forces du marché libre ne nous ont jamais donné l'éducation et les transports publics et le meilleur système de soins hospitaliers et médicaux du monde.

Nous ne sommes pas un peuple qui vit d'idéologie, mais un peuple pratique et nous croyons dans une économie mixte. Quand les capitaux et l'entreprise privés ne peuvent ou ne veulent pas atteindre un objectif d'intérêt public légitime, nous croyons que l'État a un rôle légitime à jouer dans le développement du Canada.

J'ai une dernière chose à dire sur les forces du marché. Si nous devons nous fier exclusivement aux forces du marché, les provinces de l'Atlantique, certaines régions du Québec et de l'Ontario et l'Ouest du Canada deviendraient un immense parc national. Si nous devons nous fier exclusivement aux forces du marché, la population des provinces de l'Atlantique, de l'Ouest et du Nord du Canada serait concentrée dans trois villes: Montréal, Toronto et Vancouver. C'est le genre de pays que nous aurions.

C'est seulement parce que nous avons résisté aux forces du marché que nous nous sommes donné des services publics. Sous les gouvernements libéraux, notre pays a cru à l'égalité des chances. Il a cru que, peu importe l'endroit où on vit, où on grandit et où on meurt, on a un droit égal à un emploi, à une bonne éducation, à une formation, au recyclage et à une retraite paisible. Voilà le genre de pays que nous avons édifié. Nous l'avons fait en nous basant non pas purement et simplement sur les forces du marché que symbolise cet accord, mais sur un esprit de canadianisme qui accorde une chance égale à tout le monde, d'un bout à l'autre du pays.

● (1600)

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Nous n'avons pas entendu le ministre des Finances parler dans sa déclaration—car ce n'était rien d'autre que cela, une répétition de discours électoraux—du rôle que le Canada joue dans le monde. Il n'a rien

dit de notre point de vue concernant la dette du tiers monde et de la position que nous adopterions au FMI ou à la Banque mondiale au sujet du rééchelonnement de cette dette. Nous ne l'avons pas entendu dire que les États-Unis sont devenus le pays le plus endetté du monde et qu'ils ne contrôlent plus leur propre devise. Nous ne l'avons pas entendu dire que le plus grand créancier du monde, le plus grand État bancaire, c'est maintenant le Japon. Le ministre ne nous a pas dit de quelle façon le Canada allait contribuer à résoudre ces problèmes d'endettement du tiers monde, de déficit commercial et de dette publique.

J'ai lancé un appel en faveur d'un nouvel accord de Bretton Woods, de pourparlers dans le cadre desquels le Canada assumerait un certain rôle de leadership et discuterait avec les autres pays industrialisés du monde d'une véritable réforme monétaire, d'une plus grande harmonisation de nos politiques financières et de l'aide que nous pouvons offrir aux pays du tiers monde pour leur permettre de relever le niveau de vie de leurs populations. Le ministre ne nous a même pas donné un ou deux paragraphes à ce sujet, rien que des paroles mielleuses sur ce que nos responsabilités devraient être en tant que Canadiens. Il ne nous a rien dit de ce qu'il convient de faire pour instituer un nouvel ordre économique pouvant nous assurer que la libéralisation du commerce se poursuivra à l'avenir. Il n'a rien dit de la stabilisation des devises mondiales ou du rôle constructif que le Canada peut, comme il l'a toujours fait, jouer sur le plan international. Le ministre et le premier ministre se contentent de faire du Canada un épigone des États-Unis. Nous avons un rôle international à jouer et nous devrions nous affirmer.

Un accord commercial ne saurait se substituer à une stratégie économique. Dans les quatre budgets présentés par le gouvernement conservateur, cette stratégie se résume à augmenter les impôts des Canadiens à faible et à moyen revenu et à diminuer l'aide accordée aux démunis. Tous ces ministériels qui se sont improvisés artisans d'un meilleur avenir n'ont réussi qu'à préparer le terrain pour l'émergence d'un Canada conservateur, c'est-à-dire un Canada où le fossé entre les riches et les pauvres sera élargi, où les régions désavantagées seront laissées à la merci des forces du marché, où les agriculteurs, les pêcheurs, les mineurs et les travailleurs forestiers seront livrés à eux-mêmes, un Canada où n'existeront plus les programmes de formation des jeunes et, comme nous l'avons encore vu dans le budget d'hier, un Canada qui aura sacrifié la recherche et le développement. C'est un Canada d'où nous aurons éliminé les programmes de recyclage pour les travailleurs âgés, un Canada qui réduira toujours plus les budgets de recherche et de développement au lieu de les augmenter, un Canada qui aura vendu sa liberté d'orienter lui-même sa vie économique, sa vie politique et sa vie culturelle dans un accord dit de libre-échange avec un autre pays. Le Canada conservateur ne permettra aucun espoir et ne laissera aucune place aux idées innovatrices. Nous ne voulons pas d'un tel Canada. C'est pourquoi nous rejetons ce dernier budget. C'est pourquoi nous rejetons l'accord commercial du gouvernement. C'est pourquoi les Canadiens rejeteront le gouvernement à la première occasion.

Des voix: Bravo!